

## Pourquoi les rapports du Conseil d'orientation des retraites ne sont d'aucune utilité pour comprendre les réformes dont nous avons vraiment besoin



Ce mardi 20 juin, le Conseil d'orientation des retraites publiait ses perspectives financières, en pointant une dégradation de la situation et un besoin de financement de 9 milliards d'euros d'ici à 2020.

Avec Jacques  
Bichot

### **Atlantico : En quoi ces nouvelles prévisions peuvent-elles modifier le besoin de réformes du pays ? Avec quelles conséquences pour les ambitions d'Emmanuel Macron ?**

**Jacques Bichot :** Les rapports du COR se suivent à un rythme soutenu. Souvent un rapport récent confirme, en l'infléchissant un peu, un rapport antérieur, mais cette fois il s'agirait – selon les informations qui ont filtré, car tandis que j'écris le COR est encore en train d'examiner le projet soumis à ses membres par son secrétariat général (son équipe de permanents) – d'une modification importante : en décembre 2014, l'actualisation des projections à l'horizon 2020 présentait une perspective d'amélioration (par rapport aux projections 2012) du solde financier annuel de 0,6 point de PIB en 2020, et 1 point en 2030 ; tandis que cette année la révision a lieu à la baisse : avec des hypothèses médianes pour les évolutions démographiques et économiques, le déficit du système en 2021 atteindrait 0,4 points de PIB au lieu de 0,2.

Il serait ridicule de se baser sur ces projections pour modifier les projets de réforme systémique du système de retraites annoncés par E. Macron lors de la campagne présidentielle. Ces projets visent à passer d'une multiplicité de régimes (3 douzaines au total), les uns par annuités, les autres par points, à un régime unique, par points, et plus précisément par comptes notionnels, comme en Suède. Il s'agit là d'une réforme du mode de fonctionnement du système, et non pas d'un ajustement paramétrique comme toutes les soi-disant réformes réalisées depuis 1993. Cette réforme structurelle devrait sensiblement améliorer la gouvernabilité du système ; le fait que les prévisions à moyen terme soient fluctuantes est une raison de plus pour disposer de leviers de commande pratiques et efficaces, comme il est facile d'en avoir dans les régimes par points.

Si les ambitions du Président Macron pour la modernisation de la France sont réelles, il maintiendra le cap en ce qui concerne la réforme des retraites par répartition, ou mieux, il ira encore plus loin, dans le sens de ce que j'ai proposé il y a quelques mois dans *La retraite en liberté* – ouvrage paru en janvier au Cherche-Midi. Car pour l'instant le projet Macron n'intègre pas le moteur économique de la retraite par répartition, à savoir l'investissement dans la jeunesse, ce qui le rend grandement perfectible.

**Quel crédit donner à de telles perspectives ? En constatant que les chiffres puissent aboutir à des contextes très différents sur le long terme à la faveur de "données" pour le moins volatiles d'une année à l'autre, à quoi faut-il s'attendre sur le long terme concernant les retraites ? Des changements majeurs sont-ils encore à attendre ?**

---

Les rapports du COR n'ouvrent aucune perspective digne de ce nom. Cette institution réalise des projections selon des scénarios mécaniques, sans pratiquer une véritable analyse économique, organisationnelle et managériale. Peut-être y a-t-il parmi ses membres et au sein de son staff des personnes qui savent comment fonctionne, économiquement, la retraite par répartition, mais ça ne se voit pas. On ne peut pas compter sur cette institution, telle qu'elle fonctionne actuellement et depuis son origine, pour imaginer, présenter, et faire valider par les décideurs politiques, la réforme structurelle du système français de retraites par répartition dont notre pays a le plus grand besoin. Des changements majeurs sont nécessaires ; ce n'est pas en ressassant des interrogations sur le point de savoir si en 2020 ou 2030 il y aura, en l'absence d'utilisation des commandes existantes, un petit peu plus ou un petit peu moins de déficit, que la France avancera.

Emmanuel Macron a évincé bon nombre d'hommes politiques aux idées racornies ; il lui revient maintenant de prouver qu'il n'est pas, comme beaucoup des sortants qu'il a sorti, un homme dont l'esprit s'habille en prêt-à-porter intellectuel. La réforme des retraites, qui requiert de l'imagination, de la hauteur de vue, la capacité de sortir des sentiers battus, sera à cet égard un test décisif.

### **Au delà des réformes concernant spécifiquement les retraites, quels sont les enjeux pour le pays pour retrouver une situation pérenne ? La croissance n'est elle pas la première priorité pour en arriver à une stabilisation de la situation ?**

La croissance économique est en effet hautement souhaitable, mais l'obtenir dépend de notre capacité à réaliser des réformes de grande envergure. Celle des retraites est très importante, mais elle n'est pas la seule ! Déjà, dans le domaine de la protection sociale, nous avons un travail considérable à réaliser pour nous doter des idées qui nous permettraient de sortir des ornières où nous nous enlisons. Par exemple, notre pays n'a pas de véritable marché du travail, parce que le salaire brut, celui qui apparaît dans les contrats de travail, n'est en aucune manière le prix réel du travail. Celui-ci est beaucoup plus proche du salaire super-brut, c'est-à-dire le salaire brut plus les cotisations sociales patronales. Basculer l'ensemble de ces cotisations patronales sur les cotisations salariales, ce qui serait facile à faire sans modifier ni le salaire net, ni le coût du travail pour l'employeur, ni les recettes de la sécurité sociale, nous débarrasserait de quantité de faux problèmes. Le « hic » est que nos idées sont formatées par un prêt-à-penser qui ne tient pas debout : c'est à cause de cette prégnance du politiquement correct que non seulement notre pays, mais aussi beaucoup d'autres et finalement notre planète, sont en difficulté pour préparer leur avenir.

Le but ne peut pas être « une situation pérenne » ni « une stabilisation de la situation », car la vie est mouvement, évolution – c'est d'ailleurs ce qui la rend passionnante. De grands progrès ont été réalisés dans certains domaines, le plus souvent liés à la science et à la technique. En revanche, nous sommes très en retard pour nos institutions, notre organisation politique. Presque tout le monde a internet, mais si le mouvement se poursuit presque personne n'ira plus voter : c'est le signe du retard du politique sur la technique. Rendre le système politique, y compris le système de sécurité sociale, aussi créatif que le système scientifique et technique, tel devrait être notre but.